

« L'islam fait partie de l'Allemagne »

Les vingt ans de l'Unité allemande

François Talcy*

» Les Allemands ont célébré le 3 octobre les vingt ans de leur unité retrouvée. Si cette journée (*Tag der Einheit*) n'a que peu de points communs avec une Fête Nationale à la française, les commémorations ont été dignes et marquées par une petite phrase du chef de l'Etat qui a vite alimenté les débats.

Kleiner Satz mit großer Wirkung

Die Aussage von Bundespräsident Christian Wulff am 3. Oktober 2010, der Islam gehöre „*inzwischen auch zu Deutschland*“, hat – wenn auch vor dem Hintergrund fremdenfeindlicher Äußerungen etwa Thilo Sarrazins von großen Teilen der Bevölkerung positiv aufgenommen – eine Debatte ausgelöst, die die Integration von Ausländern insgesamt thematisiert.

Red.

L'enjeu pour le nouveau président de la République, Christian Wulff, quelque cent jours après son élection à la tête de l'Etat, était de taille, car les discours présidentiels des trois premiers mois de son mandat n'avaient guère enthousiasmé les foules. Le pari a été gagné, Christian Wulff a rendu hommage aux Allemands de l'Est qui avaient permis la révolution de 1989, il a souligné le grand effort de solidarité et il a engagé ses concitoyens à faire preuve de plus de cohésion sociale. Un rappel du passé donc, un constat du présent et une vision sur l'avenir – une véritable fresque permettant de mettre en exergue la nouvelle réalité de l'Allemagne unie, à savoir sa diversité. Après le rapprochement Est-Ouest, c'est la cohabitation entre le Nord et le Sud, entre les riches et les pauvres, entre les jeunes et les plus âgés, entre hommes et femmes qui définit l'Allemagne nouvelle, terre d'immigration ouverte à la concurrence internationale.

Une phrase allait faire les gros titres de la presse : « *Il ne fait aucun doute que le christianisme fait partie de l'Allemagne. Il ne fait aucun doute que le judaïsme fait partie de l'Allemagne. C'est notre histoire judéo-chrétienne. Mais désormais l'islam fait aussi partie de l'Allemagne.* » Applaudissements.

Polémique populiste

Il faut dire que l'Allemagne a été secouée pendant l'été par un débat provoqué par un ancien ministre régional des finances et membre du directoire de la *Bundesbank*, le social-démocrate Thilo Sarrazin. Le personnage était déjà connu pour ses provocations, lorsqu'il était en charge des finances au Sénat de Berlin. Paru fin août 2010, son livre, *L'Allemagne va à sa perte (Deutschland schafft sich ab)*, est un pamphlet sulfureux. Les thèses qui y sont énoncées sont pour le moins iconoclastes. Tout y est : les dangers de l'islam, l'influence, voir la domination des étrangers sur le peuple allemand, le prétendu manque de volonté chez les immigrés de s'adapter au mode de vie en Allemagne et pour mieux se faire comprendre l'auteur ajoute le 29 août dans l'hebdomadaire dominical *Welt am Sonntag* une interview dans laquelle il évoque des gènes spécifiques aux juifs (et aux Basques). Critiqué aussitôt par la chancelière Angela Merkel, qui s'insurge contre l'affirmation provocatrice selon laquelle « *les Allemands sont de moins en moins*

* François Talcy est journaliste indépendant.

intelligents à cause de la présence des Turcs et des musulmans » et qui regrette publiquement que ces propos et ces écrits compliquent le processus d'intégration des étrangers en Allemagne, Thilo Sarrazin met aussi son parti, le SPD, dans l'embarras, contraint à envisager son exclusion. Et la *Bundesbank*, haut-lieu de l'indépendance, échappe de justesse à un débat de fond sur le rôle du chef de l'Etat dans cette affaire.

Christian Wulff avait estimé à la télévision que la *Bundesbank* devait tirer les conséquences qui s'imposent pour que le débat ne porte préjudice à la réputation de l'Allemagne, « surtout au niveau international ». Ingérence ou pas ?

La banque centrale doit ensuite beaucoup argumenter pour démontrer que le président de la République n'est pas intervenu directement pour provoquer la démission le 9 août de l'auteur désavoué par toute la classe politique, avant même la parution du livre dans les librairies.

L'opinion publique est plus réticente dans ses velléités de sanctions. En un mois, l'ouvrage a été vendu plus de 600 000 fois. Nombreux sont ceux qui font valoir que la liberté d'expression inclue aussi la liberté de dire des âneries. En clair : même si les thèses de Thilo Sarrazin sont critiquées, beaucoup estiment que l'auteur a en fait donné les mauvaises réponses à de vraies questions. Même si les arguments de l'auteur sont in-



debutablement discutables, sa conclusion (« *La politique d'intégration est un échec* ») mériterait au moins une discussion. D'où cette polémique accompagnée d'une poussée de populisme, d'autant plus inquiétante que le phénomène dépasse largement les frontières de l'Allemagne avec des résultats de partis populistes et d'extrême-droite inquiétants aux dernières élections législatives, en Autriche (28,2 %), en Hongrie (16,7 %), aux Pays-Bas (15,5 %), au Danemark (13,9 %) ou encore en Lituanie (12,7 %). Au fil des jours, plusieurs personnalités politiques, essentiellement issues des formations conservatrices, demanderont, sans soutenir pour autant les thèses de Thilo Sarrazin, que le débat ne soit pas escamoté. Il aura fallu attendre une bonne semaine, avant que la chancelière mette les points sur les i. Elle précise le 5 septembre, dans le quotidien à grand tirage *Bild am Sonntag*, les deux principaux objectifs de sa politique en la matière : ne pas faire le silence sur les problèmes qui existent bel et bien, mais ne pas faire d'amalgames dans la formulation des critiques.

La petite phrase du chef de l'Etat, le 3 octobre, a certes été saluée, mais sans grand enthousiasme. La chancelière elle-même a cru bon de préciser que si l'islam fait certes partie de l'Allemagne, il ne saurait être question d'accepter la charia aux dépens de la Loi Fondamentale de 1949. Et même dans les associations d'immigrés, plusieurs responsables reprochent à Christian Wulff de n'avoir cité que l'islam, alors que le problème de l'immigration en Allemagne est autrement plus large. Tous les étrangers ne sont pas forcément des musulmans.

Une Allemagne nouvelle ?

Lors du 20^e anniversaire de l'unité allemande l'Institut Historique allemand de Paris (IHA) a publié un petit ouvrage sur le thème de l'Allemagne du 21^e siècle. Plusieurs auteurs, français et allemands, proposent un constat. Pour Reiner Marcowitz, professeur de civilisation allemande contemporaine à l'université de Metz, la mutation structurelle de l'Allemagne « est le fruit d'un long processus d'adaptation au nouveau contexte international » qui a duré près de dix ans. A plusieurs reprises, il est fait état des différences de comportement, « aujourd'hui encore manifestes entre les

Allemands de l'Est et ceux de l'Ouest ». Pour Ulrike Poppe, chargée par le Land de Brandebourg de travailler sur les conséquences de la dictature communiste, « il faudra probablement encore dix ou vingt ans pour que disparaisse le clivage social ». La conclusion de Reiner Marcowitz : « *La République fédérale ressemble aujourd'hui beaucoup plus à ses partenaires occidentaux qu'avant 1989/1990 ; elle est devenue un Etat normal qui a toutefois conservé son passé spécifiquement anormal* ».

F. T.

Reiner Marcowitz (Ed.), *Ein „neues“ Deutschland?*, Oldenbourg Verlag, München 2010, 188 pages.